



Les Etats-Unis ont soif de l'eau du Canada

Par [Marc Laimé](#)

Mondialisation.ca, 20 avril 2007

[Les Carnets du Diplo](#) 18 avril 2007

Région : [États-Unis](#), [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#)

Confrontés à de graves risques de pénurie, découlant d'une surexploitation des ressources disponibles sur leur territoire, les USA tentent de convaincre le Canada et le Mexique de créer un partenariat stratégique pour instaurer une commercialisation massive de la ressource, à l'échelle du continent nord-américain.

Le Canada va-t-il accepter le principe de transferts d'eau massifs à destination des Etats-Unis ? La question est posée depuis plusieurs années. Elle suscite une forte opposition au Canada. Mais les Etats-unis redoublent de pressions en ce début d'année 2007.

Une série de rencontres privées organisées ce printemps dans le cadre du Projet sur l'avenir de l'Amérique du Nord 2025 (« [North American Future 2025 Project](#) ») inclura la question des « transferts d'eau », conformément aux objectifs de ce projet trilatéral, qui vise à préciser les contours d'une intégration économique renforcée du Canada, des Etats-Unis et du Mexique.

Ces conférences s'inscrivent dans l'esprit du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, dont fait partie le Canada. Elles sont financées par les gouvernements américain et mexicain. Mais, seul, le Canada n'a pas subventionné l'évènement...

Le projet est porté par le [Center for Strategic and International Studies](#), think-tank implanté à Washington, le [Conference Board of Canada](#), et le [Centro de Investigacion y Docencia Economicas](#) (CIDE), un institut mexicain.

La démarche a débuté en mars 2006 quand les trois gouvernements ont porté sur les fonts baptismaux le « Security and Prosperity Partnership », vaste programme visant une meilleure intégration des pratiques des trois partenaires en matière de gestion environnementale, par le biais de la création d'un périmètre de sécurité conjoint et l'élaboration d'un pacte continental des ressources naturelles.

Un rapport préliminaire sera examiné lors d'un sommet qui réunira les trois chefs d'Etat concernés dans l'Alberta en août prochain.

Pour le directeur du projet, Armand Peschard-Sverdrup, interviewé par [The Ottawa Citizen](#) le 13 avril dernier : « Ce n'est un secret pour personne que les Américains vont avoir besoin d'eau... Et nul n'ignore que le Canada en dispose en abondance. A l'issue de ce sommet des accords devraient avoir été conclus. Personne ne contraindra le Canada à vendre son eau. Ce projet est un exercice analytique, il ne contraindra les gouvernements à quoi que ce soit. »

On comprend sa prudence. Le thème de l'eau avait été le sujet le plus sensible dans les discussions qui s'étaient engagées lors de son lancement avec l'ancien gouvernement libéral canadien.

Le sujet va revenir sur le devant de la scène dès le vendredi 27 avril prochain, à l'occasion d'une table-ronde sur « L'avenir de l'environnement nord-américain » organisée à Calgary, à laquelle ont été conviés plusieurs associations de défense de l'environnement, comme le [Pembina Institute](#).

Le projet a aussi suscité des remous au sein d'un groupe de travail sur le changement climatique des Nations-Unies, dont un rapport prédit que les Etats-Unis entreront en conflit avec le Canada, à mesure que le Midwest assoiffé lorgnera avec de plus en plus d'insistance sur les ressources des Grands Lacs.

Témoignage de l'ampleur des enjeux et de l'âpreté des débats qu'ils suscitent, M. Gordon Hodgson, membre du Conference Board of Canada, l'une des trois chevilles ouvrières du North American Future 2025 Project, déclarait pour sa part à The Ottawa Citizen que quand bien même le projet de rapport qui sera examiné par les trois chefs d'Etat l'été prochain revêtait le logo de son Institut, il n'en reflétait pas nécessairement la vision...

« La réalité que les Américains n'apprécient sans doute pas exactement est que nous n'avons pas en réalité tant d'eau que cela à exporter... L'Ouest canadien commence à connaître des problèmes de pénurie, et par ailleurs des quantités d'eau considérables sont aujourd'hui utilisées pour extraire des [schistes bitumineux](#) des champs de pétrole. Aussi le projet de memorandum qui sera soumis aux chefs d'Etats vise-t-il essentiellement à permettre de catalyser les discussions. »

Mais Maud Barlowe du [Council of Canadians](#), qui a pris connaissance du memorandum, [estime](#) qu'il « démontre que le gouvernement américain et ses think-tanks... considèrent l'eau canadienne comme une ressource nord-américaine et non canadienne. »

Le Conseil des Canadiens souligne que ce n'est que la dernière d'une série de rencontres à huis clos « qui octroient un accès privilégié au secteur des affaires tout en tenant le public à l'écart. »

Et Maude Barlowe d'enfoncer le clou en martelant que : « Le document est accablant, non seulement parce qu'il expose un processus où la transparence et l'obligation de rendre compte brillent par leur absence, mais également en raison de ce dont les gouvernements et ces soi-disant intéressés du secteur des entreprises sont en train de discuter. »

Le Conseil des Canadiens exige donc que le gouvernement du Canada mette un terme à toute autre participation à de tels pourparlers sur l'intégration de l'Amérique du Nord jusqu'à ce qu'un débat parlementaire et une vraie consultation publique aient eu lieu sur la question.

A l'instar de La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau - Eau Secours !, qui a [interpellé](#) le 16 avril 2007 le Premier ministre canadien, M. Stephen Harper, ainsi que le Premier ministre du Québec, M. Jean Charest, leur enjoignant de suspendre toute participation canadienne à ces discussions.

Le Canada détient 20% des ressources mondiales d'eau douce. « Mais si l'on draine chaque lac et chaque rivière, compte tenu des disponibilités actuelles, les ressources mobilisables

ne représentent que 7% des ressources d'eau douce disponibles » souligne Maud Barlowe.

Reste que les Etats-Unis, le Canada et le Mexique semblent bien s'engager dans la voie d'accords bilatéraux sur les transferts d'eau.

Les pressions sur le Canada seront intenses, selon le rapport du groupe de travail des Nations-Unies, qui souligne que la sécheresse menace de réduire de près de 40% les capacités d'un aquifère texan stratégique qui fournit de l'eau à deux millions de personnes, et va tarir l'aquifère d'Ogallala, la plus grande réserve d'eau souterraine des Etats-Unis, qui assure lui l'alimentation de huit Etats américains.

En écho l' [American rivers organization](#) vient d'ailleurs de publier un rapport qui témoigne des menaces multiples qui pèsent sur les dix plus grands fleuves américains : pollution par les eaux usées, effluents agricole, barrages inutiles... La Santa Fe au Nouveau Mexique, en dépit d'un projet de restauration colossal, ne délivre plus ainsi qu'un filet d'eau la majeure partie de l'année...

Contacts : Meera Karunanathan, agente des relations avec les médias, (613) 233-4487 poste 234 ; cell. : (613) 795-8685, meera@canadians.org

La source originale de cet article est [Les Carnets du Diplo](#)
Copyright © [Marc Laimé](#), [Les Carnets du Diplo](#), 2007

Articles Par : [Marc Laimé](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca